

Société | Bordeaux : lancement de l'enquête sur le racisme et l'antisémitisme



Alors que les agressions se multiplient (+ 74 % d'actes antisémites en France en 2018), la ville de Bordeaux a lancé le 11 février une grande enquête à destination des citoyens pour dresser un état des lieux des actes et agressions racistes et/ou antisémites subis par les habitants.

La ville de Bordeaux a mis en ligne sa [grande enquête](#) contre le racisme et l'antisémitisme. Depuis le 11 février, chaque Bordelais peut répondre à une série de questions pour évoquer les actes discriminatoires dont il a été victime. Autour du maire de Bordeaux, Alain Juppé, plusieurs acteurs de la lutte contre les discriminations s'étaient déplacés pour le lancement.

Premier d'entre eux, Frédéric Potier, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), qui se montre inquiet : « *La haine est toujours présente, sous diverses formes* ». Présent également Marik Fetouh, adjoint au maire de Bordeaux chargé de l'égalité et de la citoyenneté, particulièrement impliqué sur les problématiques de discrimination.

Frédéric Potier et Marik Fetouh ont d'ailleurs un peu plus tôt dans la journée rencontré les trois victimes de l'agression homophobe survenue le 8 février. Alain Juppé a condamné les faits, exprimant son « *total soutien* » à l'égard des victimes. Une agression anti-LGBT qui fait malheureusement écho au lancement de l'enquête en ligne. Plusieurs partenaires se sont investis dans l'organisation de cette enquête aux côtés de la ville de Bordeaux : l'Université de Bordeaux, la Coalition européenne de villes contre le racisme et la [DILCRAH](#).



Anne-Marie Tournepiche, vice-présidente de l'Université de Bordeaux, a d'ailleurs dénoncé un constat croissant depuis plusieurs années : celui de l'isolement des étudiants étrangers victimes de racisme. Les chercheurs de l'université seront ainsi au cœur du processus d'analyse des résultats. En effet, cette enquête a été conçue par l'[Observatoire bordelais de l'égalité](#), composée notamment de chercheurs de l'université. Le CRIF et SOS Racisme ont également été consultés pour que les questions soient les plus claires possibles pour les victimes.

Anonymat garanti pour chacun des participants. Ceux qui le souhaitent pourront laisser leurs coordonnées, dans un fichier différent, afin que les réponses et identités ne soient jamais associées. Des entretiens seront également réalisés avec des personnes volontaires, qui rendront compte de leur expérience d'actes racistes. Ils seront menés par Yoann Lopez, chargé de mission, docteur en sociologie et Carole Lemée, docteure en anthropologie, enseignante à l'université de Bordeaux.

Une enquête « courageuse »

Benedetto Zacchioli, président de la [Coalition européenne de villes contre le racisme \(ECCAR\)](#), avait fait le déplacement. Cette instance fait partie des 7 coalitions mondiales chapeautées par l'UNESCO. Bordeaux est membre de ce réseau depuis plusieurs années. Il a salué la mise en œuvre de cette enquête car « *il faut faire et pas seulement parler* ». Un acte qu'il estime courageux : « *ce n'est pas facile pour un maire d'admettre que dans sa ville, cela existe, qu'il y a du racisme* ».

Albert Roche, président du CRIF Aquitaine et Rama Diop, présidente de SOS Racisme Gironde étaient invités pour livrer leurs témoignages. Albert Roche espère que cette enquête permettra à tous « *de prendre conscience de l'ampleur du phénomène. Les actes antisémites sont souvent un baromètre de l'état d'une société* ». Un constat tristement vérifié par les récents tags et dégradations antisémites à Paris notamment.

Pour Rama Diop, il y a également une montée du racisme. Les nombreux « testings » organisés par son association le prouvent, certaines boîtes de nuit refusent les personnes de façon discriminatoire. « *Il y a des lieux qu'une personne noire va plus souvent éviter par exemple, car elle sait qu'elle n'y sera pas admise* ».

L'[enquête](#) devrait rester quelques semaines en ligne, la municipalité souhaite laisser à chacun l'occasion de s'exprimer. « *Plus il y aura de réponses et plus nous aurons des résultats fiables* », insiste Marik Fetouh.

Marianne Chenou

Crédit Photo : Marianne Chenou

Publié sur [aqui.fr](#) le 12/02/2019

[Url de cet article](#)